

I. EMMERY voudrait préciser qu'elle a introduit cette motion au nom de son groupe mais que le groupe ECOLO-GROEN et DEFI s'y rallient.

L'objet de cette motion est de faire en sorte que le projet de loi fédérale autorisant les visites domiciliaires ne se concrétise pas. Ce projet porte lourdement atteinte aux droits fondamentaux des migrants, en ce sens qu'il n'offre aucune possibilité de recours à la personne, qu'aucun avocat ne peut l'aider à plaider sa cause puisqu'elle ne pourrait pas donner de raison pour lesquelles il n'a pas donné suite à l'ordre de quitter le territoire. Des exemples, peut-être extrêmes, existent bel et bien. Il en serait ainsi d'une femme enceinte, d'une famille ayant des enfants scolarisés en Belgique, d'une personne habitant depuis des années sur notre territoire et qui se verrait, manu-militari, emmené d'un domicile à l'aéroport, sans possibilité de s'exprimer ou de se voir représenté par un conseil. Ce projet est une ingérence de l'État qui n'est pas proportionnel au but recherché, puisqu'il s'agit ici d'un fait administratif et non pénal. Dans ce cadre, les juges d'instruction n'auraient rien à dire et on peut considérer dès lors, qu'ils seront instrumentés. Ce projet ne peut être soutenu car il porte atteinte à l'inviolabilité du domicile. Cela nous remet dans un temps qui ne fut pas glorieux pour les droits humains et que l'on croyait révolu. Je n'en rajouterai pas sur le gouvernement fédéral actuel. Cette motion arrive à point dans un momentum intéressant car nous savons que ce projet a fait l'objet d'auditions au parlement fédéral, d'auditions d'avocats et de procureurs, et que le signal que ces représentants nous envoient est un signal négatif. On ne peut être sourd à la mobilisation citoyenne et associative qui est en marche depuis un certain temps. Vu la fait que ce dossier est passé du ministre compétent au Premier Ministre, qu'il y a même à ce niveau-là un doute de la part de certains parlementaires francophones de la majorité ; Pour toutes ces raisons, la Commune d'Anderlecht doit donner un signal fort de la part du pouvoir communal qui est l'échelon démocratique le plus proche du citoyen et qui reflète le plus les préoccupations du terrain. Nous ne pouvons pas être inattentifs à ces préoccupations et c'est dès lors pourquoi il faut peser de tout le poids dans ce débat qui dépasse sans doute le niveau de pouvoir communal mais qui a une implication pour tous les citoyens qui résident sur le territoire national.

A. KESTEMONT annonce que I. EMMERY a déjà tout dit, il ne doit donc rien ajouter. Pour ne pas faire double emploi, il souhaite que sa proposition de motion soit retirée de l'ordre du jour car DEFI se joint à la motion du groupe PS-Spa-CdH.

O. DUBRU vient d'entendre ce que I. EMMERY vient de faire comme déclaration. Le groupe MR dépose lui aussi une motion mais qui, toutefois, va dans le sens inverse de celle de I. EMMERY. Ce projet de loi encadre les diverses procédures qui concernent cette problématique. Le flou légal est la porte ouverte à toutes sortes d'abus, policiers entre autres. Il encadre ces différentes procédures dans le respect des migrants et des éventuels hébergeurs de bonne foi et dans le respect de la loi. Pour répondre à certaines allégations de I. EMMERY, le Conseil d'État a, in fine, rendu un avis positif sur ce projet de loi. En substance, ces visites domiciliaires sont des mesures de dernier recours, lorsque toutes les autres mesures en matière de recours ont échoué. Elles ne visent qu'une minorité de personnes qui refusent de respecter les lois et les décisions prises à leur rencontre. On dit, de manière fictionnelle, que les juges d'instruction seraient instrumentalisés ; mais sur quelle base pratique ou théorique cela serait-il possible. Il est tout à fait évident qu'un mandat de perquisition doit être délivré par un juge d'instruction quoiqu'il arrive et dans n'importe quel cas de figure qui pourrait être rencontré. Il est également important de comprendre que les personnes qui hébergeraient de bonne foi une personne en situation illégale ne risquent absolument rien. Il n'est pas question de

*remettre en cause l'exception humanitaire qui bénéficie aux personnes hébergeant des personnes en situation illégale, comme le stipule l'article 77 de la loi du 15 décembre 1980, qui touche à la solidarité, n'est pas concerné par ce projet de loi ! On s'est servi de ce projet de loi pour des raisons politiques, on a fantasmé autour de tout cela, il est maintenant temps d'en revenir à la réalité des faits et qu'il est indispensable d'encadrer de manière humanitaire une problématique à laquelle nous ne pouvons pas tourner le dos.*

*J. DROUART confirme que son groupe co-signe la motion introduite par I. EMMERY. Son groupe souhaite ajouter un avenant à cette motion, avenant qui ajoute un engagement si le projet de loi devait être voté au niveau fédéral. Celui-ci préciserait que, « dans le cas où la loi serait votée, le Bourgmestre s'engage à inviter les forces de police locales à prioriser leurs autres missions en faveur de la tranquillité et de sécurité des citoyens et du respect de l'ordre public et à exiger de celle-ci, dans le cas où des actions devraient être malgré tout menées dans le cadre de cette loi, de s'assurer du respect scrupuleux des prescrits légaux, à commencer par le respect de la Constitution et des droits fondamentaux ». Pour en revenir au débat de fonds, cette loi est comparable à l'utilisation d'un bazooka pour tuer une mouche. Il faut donc se poser la question de la nécessité de cette loi. On entend souvent le terme « légalité » dans le débat de ce soir mais J. DROUART est interpellé car ce débat est éminemment humain et il y a effectivement un certain nombre de lois qui sont existantes ou interprétées plus ou moins rigoriste. Finalement, il est amusant de remarquer que les groupes politiques se cachent derrière une certaine forme de légalité tout en disant qu'ils sont humains mais en appliquant la loi de manière rigoureuse. Cet état de fait est interpellant. Cette motion recentre le débat sur ce qu'il devrait être : le côté humain. Il ne faut pas oublier toute l'humanité qu'il y a derrière ce débat. On a aussi entendu des considérations électoralistes, voire communautaristes, ce que J. DROUART trouve tout à fait aberrant. Nous sommes ici un groupe d'humains qui applique des lois faites par des humains. Il faut donc se poser les vraies questions. Il espère que la motion passera et que le Conseil acceptera l'avenant.*

*W. VANDENBOSSCHE heeft een vraag naar de burgemeester-voorzitter toe. Hij vindt dat het schepencollege nog eens duidelijkheid moet creëren rond datgene wat van gemeentelijk belang is en wat niet. Want, opnieuw zitten we in een politiek debat waar men poogt een discussie naar een gemeenteraad toe te brengen, en die vandaag een diepe breuk binnen het college naar buiten brengt. Wat kan hier wel en niet, want het kan niet zijn dat I. EMMERY, zoals daarstraks, en nu ook, dit verhaal mag komen vertellen en anderen niet ? Anders uitgedrukt, hij vraagt dezelfde rechten als I. EMMERY in de inbreng in het neerleggen van interpellaties, rond thema's die niet te maken hebben met de gemeentelijke bevoegdheden en de gemeentewet ! Men heeft dit altijd consequent toegepast. Maar, voor I. EMMERY, maakt de burgemeester-voorzitter een uitzondering. Als zo'n thema toegelaten is, dan kunnen ook, in de toekomst, alle andere thema's in de raad doorgaan en besproken worden. Het argument was dat het moest gaan over de gemeentewet en de toepassing ervan, en anders werd het afgewezen. De burgemeester-voorzitter doorbreekt dat. Maar dan moet het voor iedereen.*

*Ten tweede, het is zeer interessant wat I. EMMERY hier inbrengt want het legt de fundamentele breuk in onze samenleving bloot ! Het voordeel, de duidelijkheid, van dit debat is dat I. EMMERY een stelling inneemt die totaal wordt tegengesproken door de andere vleugel van het college, maar breder door een deel van de bevolking die zegt "ik ben daarmee het helemaal niet eens" ! Het gaat hier over asielbeleid, en dat heeft twee aspecten in zijn finaliteit. Ofwel "wordt men toegelaten tot het grondgebied, ofwel moeten men terugkeren" ? De finaliteit van het asielbeleid is de terugkeer of de instemming van de verblijfhouder. Het zou goed zijn dat de CdH-groep ook eens duidelijk zegt over hoe ze denkt, zodat we kunnen weten wie welk potje hier kookt in dit hele verhaal. I. EMMERY*

kiest voor een andere samenleving. Haar samenleving is er een en anderen kiezen een andere samenleving. Dat is zeer confronterend, zeker in deze problematiek ! De waarheid in dit verhaal is dat de wetgever hier maatregelen heeft genomen om op de meest humane manier een terugkeerbeleid, een aspect van de asielwetgeving, efficiënt te kunnen doen. I. EMMERY is nooit een lid van de balie geweest, ze weet niet wat een onderzoeksrechter is, ze weet niet wat onderzoeksrecht is, in tegenstelling tot W. VANDENBOSSCHE die dit 25 jaar heeft gedaan. Hij kent de moeilijkheid van deze mensen. Het is zeer erg dat ze vanuit de dwaze politieke stellingname aan dergelijke woordkramerij doet. Dit is een fundamenteel verschil. We zeggen dat, met deze wetgeving, een humane benadering tot stand wordt gebracht anders zou het risico op misbruik veel te groot zijn geweest. Dit is wat er hier in de wet staat. Maar, wat I. EMMERY verdoken zegt, en de ondertekenaars van dit document, is: "herbekijk het asielbeleid, stop met het terugkeerbeleid". Maar, dat zegt ze niet of durft het niet zeggen. Maak het terugkeerbeleid onmogelijk zodanig dat men in een andere type samenleving geraakt. Ze kiest voor zo'n samenleving, de anderen kiezen voor een andere samenleving. Ze neemt zo'n positie in omdat haar partij, op het federaal vlak, zwaar in de oppositie zit. Hij wenst de PS nog honderd jaar oppositie toe, want het doet het goed om oppositie voeren ! Als men goed is moet men daar blijven zitten! W. VANDENBOSSCHE vraagt in deze een naamstemming want hij wilt heel duidelijk van alle de gemeenteraadsleden weten, hoe dat er wordt gestemd, wie welke samenleving kiest en waarvoor we gaan. Men moet hier goed onderstrepen dat het asielbeleid op een humane wijze tot integratie van mensen moet kunnen leiden. I. EMMERY en de PS zijn mee verantwoordelijk voor dat asielbeleid. Ze moet geen hypocriete rol komen spelen door te zeggen "we hebben niets gevonden, we gaan onze vriendjes laten voelen dat we van links zijn" ! W. VANDENBOSSCHE heeft nog nooit van I. EMMERY zoveel hypocrisie in deze gemeenteraad gezien. Ze mag groen lachen maar ze weet dat ze over de hele lijn verliest. Het gaat hier over een maatschappelijke keuze die moet gebeuren : kiezen we voor een effectief en correct asielbeleid met mogelijkheden op integratie, of kiezen we voor een samenleving waar iedereen die hier komt alles mag blokkeren en hier mag verblijven? De belastingbetaler zal er wel voor opdraaien om een oplossing te vinden in het genre van de interpellatie die we in het begin van de gemeenteraad hebben gehoord !

*I. EMMERY s'offusque car elle n'est pas pour une société qui fait des rafles.*

W. VANDENBOSSCHE voegt toe dat het net is om dit te voorkomen dat deze wetgeving wordt gestemd! I. EMMERY is aan het liegen, ze heeft die wetgeving gestemd in het parlement ! Ze ontkent haar verantwoordelijkheden en ze maakt zich hier schuldig aan electoralisme.

N. VAN LYSEBETTEN geeft lezing van de volgende tekst :

N. VAN LYSEBETTEN donne lecture du texte suivant :

Wetten worden gemaakt door mensen. Ik denk niet dat het de bedoeling is van de wetgever om onmenselijke wetten te maken.

Het grondrecht van de bescherming van de woning is niet absoluut. Het is precies om dit grondrecht te vrijwaren dat de tussenkomst van de onderzoeksrechter bij woonstbetreding nodig is.

Staatssecretaris voor asiel en migratie Theo Francken voert een humaan maar effectief terugkeerbeleid. Zonder effectief terugkeerbeleid is er immers geen migratiebeleid.

*We hebben met zijn allen een maatschappelijk belang om een geloofwaardig terugkeerbeleid op te zetten. Niet in het minst t.a.v. de betrokken personen. Men is immers bijzonder kwetsbaar indien men illegaal in het land verblijft.*

*Tot slot zou ik willen zeggen dat over het wetsontwerp betreffende de woonstbetreding naar een compromis gezocht wordt binnen de federale regering.*

*Het is niet aan de gemeenteraad om zich in deze materie te moeien. Ik ben van mening dat de gemeente al voldoende problemen heeft waar ze zich prioritair zou moeten mee inlaten.*

*L. BOGEMANS zegt dat men hier in een voorwaardelijke wijze spreekt over een wet die nog niet goedgekeurd is. Men spreekt ook over bevoegdheden die niet binnen de gemeente liggen. Een motie die niet binnen onze bevoegdheden ligt, heeft geen enkele zin. Als we over wettelijkheid en onwettelijkheid spreken, dan zou hij graag hebben dat de wettelijkheid of de onwettelijkheid die hier geprezen wordt, toegepast zou worden over gans de lijn ! Laat ons volledig in de onwettelijkheid en dan kan iedereen doen wat hij wilt ! Er zijn wetten en regels die toegepast moeten worden !*

*R. AHROUCH déclare que ce n'est pas parce que le MR est pris en otage au niveau fédéral que le Conseillers communaux anderlechtois doivent suivre comme des moutons. Le bon sens doit primer et être mis en avant. Ce n'est pas anodin de voter pour ou contre une telle motion. Il faut un peu méditer et se demander si on rend service à l'humanité ou pas. Il ne faut plus jouer avec les divers niveaux de pouvoirs, il ne faut pas être aveuglement solidaire. Le MR est pris en otage pour des postes ministériels et semble rendre service à un parti dominant en Belgique. Il cherche à se faire un maximum de voix de l'extrême droite. Nous sommes loin du niveau fédéral et nous devons nous préoccuper des Anderlechtois. On doit se respecter et aider son prochain. Depuis plus de trois ans et demi, le MR n'arrange rien et casse tout. Tout ce qui était bon a disparu, tout cela pour faire plaisir au parti dominant de la scène politique nationale. Les visites domiciliaires n'arrangeront rien et ne feront qu'empirer les choses.*

*Monsieur le Bourgmestre-Président dit, en réponse à W. VANDENBOSSCHE, que ce dernier aura suivi l'actualité politique et aura constaté que cette motion a été débattue dans de très nombreux Conseils communaux. On ne fait donc pas exception à Anderlecht. Ce projet aura des implications sur le fonctionnement communal, ne fût-ce qu'au niveau du fonctionnement de la police. Il y a des différences d'appréciation et d'opinions par rapport à ce projet, il est donc assez normal d'en discuter, même si cela divise sur le plan local. Ce n'est pas un problème de positionnement politique, ni un problème de Collège. Par rapport à l'amendement déposé, Monsieur le Bourgmestre-Président n'a pas d'exigence vis-à-vis de la police. Il propose donc de modifier la formulation « exiger des forces de police » vers une formulation plus pondérée, comme « s'assurer ».*

*J. DROUART explique que le Bourgmestre devra inviter, au niveau de la priorisation, par contre, il doit exiger de s'assurer du respect scrupuleux de la législation.*

*Monsieur le Bourgmestre-Président remplace le terme « exiger » par le terme « s'assurer » et adapte la phrase à la nouvelle formulation du verbe. La formulation de ce passage étant définie, il passe au vote nominatif.*